



Révision 2017 des comptes nationaux trimestriels de la Suisse

SECO, secteur Conjoncture

5 septembre 2017

Introduction

En été 2017, les comptes nationaux (CN) de la Suisse ont été soumis à une révision approfondie. Comme chaque année, l'Office fédéral de la statistique (OFS) a compilé les nouveaux chiffres annuels des CN pour l'année écoulée, en l'occurrence 2016, et révisé les estimations des deux années précédentes, à savoir 2015 et 2014.¹ Le SECO intègre toujours la révision annuelle de l'OFS dans les chiffres trimestriels relatifs aux CN et contrôle les méthodes de trimestrialisation et de correction des variations saisonnières (désaisonnalisation). En plus des trois dernières années, la révision de 2017 porte sur l'ensemble des données depuis 1995. Par conséquent, les effets de la révision sur les CN trimestriel sont plus importants que d'ordinaire.

La révision approfondie des CN concerne aussi bien les niveaux que les taux de croissance de différentes séries temporelles ayant une fréquence annuelle ou trimestrielle. Les changements les plus importants peuvent être observés dans les données relatives à la consommation des administrations publiques. De plus, des modifications ont également été apportées aux données liées à la consommation privée et, dans une moindre mesure, aux investissements en biens d'équipement et dans la construction, ainsi qu'au commerce extérieur. Du côté de la production, les données concernant les secteurs proches de l'État et diverses autres branches ont également été révisées pour l'ensemble de la période commençant en 1995. La série temporelle du produit intérieur brut (PIB) est elle aussi fortement influencée par la révision.

Le SECO a en outre revu la réropolation des chiffres des CN pour la période 1980 à 1994, établie en 2014.² Les raisons en sont les changements de niveaux des données annuelles révisées à partir de 1995 (afin d'éviter des ruptures dans les séries), la mise à disposition de nouvelles données historiques, ou encore la révision des données existantes.

Les sections ci-après présentent les principales adaptations et leurs conséquences sur les séries trimestrielles.

Conséquences sur les données trimestrielles réelles

PIB et compte de production

La révision de 2017 a un impact sur l'ensemble de la série temporelle du PIB, celle-ci s'étant légèrement déplacée vers le haut. Les taux de croissance pour les années 2014 à 2015 ont été

1. cf. communiqué de presse de l'OFS du 28 août 2017, no 2017-0268, <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/economie-nationale.assetdetail.3282747.html>

2. cf. note du 30 septembre 2014, disponible à l'adresse <https://www.seco.admin.ch/pib> sous « Informations complémentaires - Autres »

nettement relevés, tandis que ceux des années précédentes et des derniers trimestres n'ont été que légèrement corrigés (cf. figure 1).

Les niveaux et les taux de croissance annuels de divers secteurs de production ont été révisés. Le SECO a examiné et, le cas échéant, modifié sa procédure de trimestrialisation et de désaisonnalisation des données pour tous les secteurs.

Les secteurs « Activités des ménages en tant qu'employeurs et producteurs pour usage final propre » (NOGA 97-98) et « Activités immobilières ; activités spécialisées, scientifiques et techniques ; activités de services administratifs et de soutien » (NOGA 68-75 et 77-82) sont particulièrement touchés par la révision. Conformément aux prescriptions internationales, la valeur ajoutée générée par la location de biens immobiliers par des ménages privés a été déplacée du premier secteur mentionné au second.

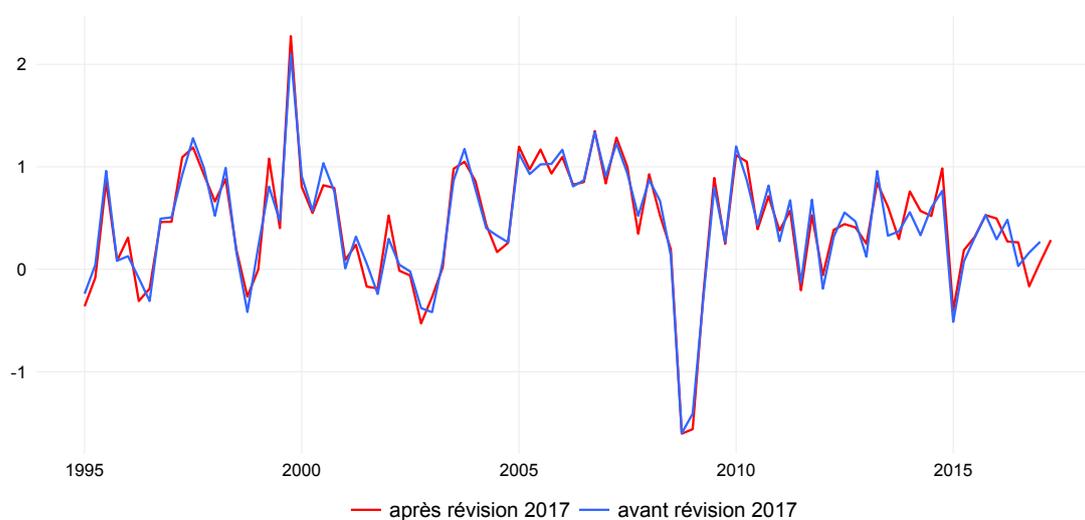
Le secteur des administrations publiques est lui aussi fortement concerné par la révision. L'Administration fédérale des finances (AFF) et l'OFS ont harmonisé leurs données et statistiques en la matière, ce qui influence tant la consommation des administrations publiques (cf. ci-après) que les données annuelles relatives à la valeur ajoutée générée par les administrations publiques (NOGA 84). Si les révisions correspondantes sont visibles dans les séries trimestrielles, il n'a pas été nécessaire de revoir en profondeur la méthode de trimestrialisation.

Des retouches mineures ont également été effectuées en ce qui concerne les niveaux et les taux de croissance de plusieurs autres secteurs sur l'ensemble de la période considérée. Il convient de mentionner notamment l'intégration de nouvelles statistiques de base ou de statistiques révisées concernant la recherche-développement, qui ont un impact sur les investissements en biens d'équipement (cf. ci-après), et la modification du relevé des statistiques de base relatives aux caisses de pension, qui influencent surtout le secteur des assurances (NOGA 65). Ces modifications n'ont eu que peu d'effet sur les méthodes de trimestrialisation et de désaisonnalisation, mais ont influé sur la dynamique trimestrielle en raison des nouveaux chiffres annuels.

L'actualisation et l'amélioration des méthodes de trimestrialisation dans certains secteurs ont également entraîné de légers ajustements. Pour le secteur « Arts, spectacles et activités récréatives » (NOGA 90-96), notamment, les grandes manifestations sportives sont dorénavant mieux prises en considération, ce qui influence considérablement la dynamique annuelle et trimestrielle de ce secteur. La méthode de trimestrialisation a également été revue dans le secteur de la santé, avec des effets visibles sur la dynamique trimestrielle.

Figure 1 – Produit intérieur brut

Taux de variation en % par rapport au trimestre précédent, données réelles et désaisonnalisées



Consommation privée

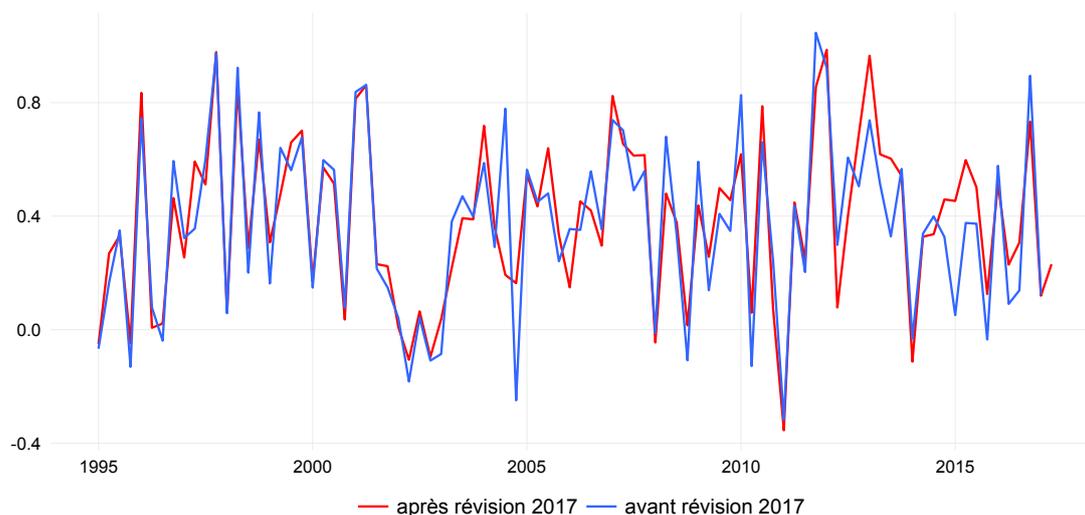
Le niveau de la consommation privée a été corrigé vers le bas pour l'ensemble de la série chronologique, et les taux de croissance des deux dernières années (cf. figure 2) ont sensiblement changé. La révision des chiffres annuels 2015 se base principalement sur l'enquête sur le budget des ménages pour l'année 2015, une statistique très complète sur les dépenses de consommation des ménages privés qui n'est disponible qu'après deux ans.

La révision à partir de 1995 se fonde, elle, sur l'actualisation ou la révision de diverses statistiques de base portant sur les années précédentes. Il s'agit notamment des derniers résultats du relevé structurel concernant les dépenses des ménages privés liées au loyer, qui a entraîné un changement de niveau de la série de la consommation privée, sans pour autant influencer sur la trimestrialisation de la série. Par contre, le nouveau calcul de la statistique concernant les dépenses totales de santé a engendré une révision des taux de croissance de la consommation, si bien que la méthode de trimestrialisation et les indicateurs utilisés dans le domaine de la santé ont dû être réexaminés en détail. De plus, des adaptations ont été effectuées quant à la répartition trimestrielle des dépenses de santé, ce qui a eu un effet notable sur l'évolution trimestrielle de la consommation privée dans son ensemble, notamment en raison du poids considérable de ces dépenses de santé. Enfin, la révision usuelle de l'ensemble des modèles de trimestrialisation et des indicateurs a également donné lieu à quelques ajustements ponctuels.

Les adaptations précitées entraînent un changement notable, mais pas fondamental de la dynamique trimestrielle, et les chiffres trimestriels actuels ne sont que peu influencés. En revanche, la révision vers le haut des chiffres annuels a eu un impact perceptible sur les taux de croissance trimestriels des années 2015 et 2016, dont la plupart ont été revus à la hausse. La dynamique trimestrielle des années 2012 et 2013 est elle aussi sensiblement influencée par la révision des chiffres annuels.

Figure 2 – Consommation privée

Taux de variation en % par rapport au trimestre précédent, données réelles et désaisonnalisées



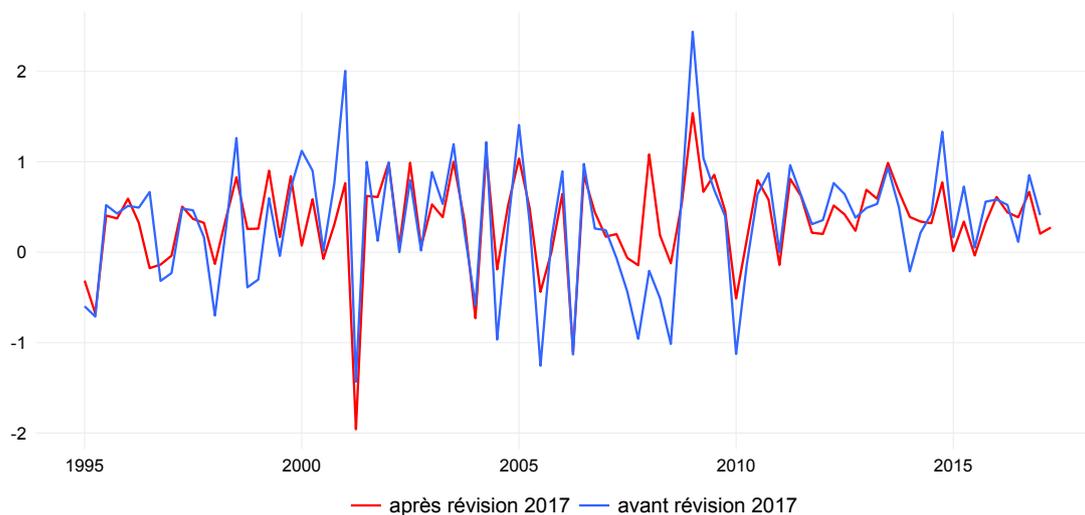
Consommation des administrations publiques

La révision de 2017 des CN a permis à l'AFF et à l'OFS d'harmoniser et d'ajuster leurs données et statistiques concernant le secteur des administrations publiques. Les données relatives à ce secteur sont relevées par l'AFF et reprises telles quelles dans les CN, en accord avec l'OFS. La base de données utilisée et le relevé de la consommation des administrations publiques ont ainsi été améliorés et précisés, et les adaptations nécessaires ont été effectuées. L'harmonisation des statistiques et les autres adaptations ont déplacé vers le haut le niveau de la consommation des administrations publiques, et entraîné un grand changement dans la dynamique de la série annuelle. Néanmoins,

la méthode actuelle de trimestrialisation a pu être conservée pour l'essentiel. Qui plus est, elle est en partie mieux adaptée aux nouveaux agrégats annuels qu'aux anciennes données. Toutefois, en raison de la révision approfondie des chiffres annuels et des conséquences qu'elle a eues sur la trimestrialisation, l'évolution trimestrielle de la série temporelle a tout de même considérablement changé (cf. figure 3).

Figure 3 – Consommation des administrations publiques

Taux de variation en % par rapport au trimestre précédent, données réelles et désaisonnalisées

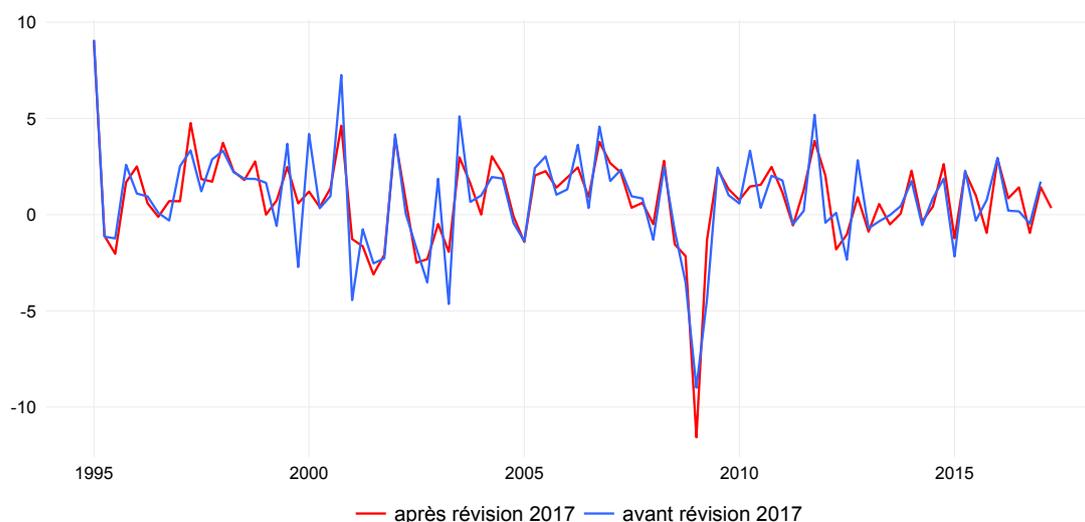


Investissements

Les investissements en biens d'équipement ont également subi un changement plus important dans le cadre de la révision de 2017 que lors de la révision annuelle usuelle. La révision des statistiques de base relatives aux dépenses de recherche-développement, en raison de la publication récente de l'enquête « R-D en Suisse 2015 », et les corrections apportées à l'enquête de 2012 ont engendré des ajustements considérables des chiffres annuels concernant les investissements dans la recherche-développement. Comme pour les autres composantes du PIB, les méthodes de trimestrialisation et de désaisonnalisation ont été examinées en détail pour ce secteur. Dans certains cas, de nouveaux indicateurs sont dorénavant utilisés pour calculer les données trimestrielles, ce qui a également nécessité une adaptation de la procédure de désaisonnalisation. Les modifications qui en résultent ont une légère incidence sur l'évolution des investissements en biens d'équipement (cf. figure 4), mais elles ne changent pas fondamentalement la dynamique conjoncturelle actuelle. Enfin, la révision de 2017 n'a que peu d'impact sur les investissements dans la construction.

Figure 4 – Investissements en biens d'équipement

Taux de variation en % par rapport au trimestre précédent, données réelles et désaisonnalisées



Commerce extérieur

Les séries temporelles du commerce extérieur ne sont que peu influencées par la révision de 2017. S'agissant du commerce des marchandises, de nouvelles informations, plus détaillées, concernant le trafic de perfectionnement à façon et les marchandises en retour ont été intégrées dans l'estimation de l'évolution annuelle et trimestrielle. Cette nouveauté concerne principalement la période 2002 à 2006. Au chapitre du commerce des services, les ajustements découlent de l'intégration de nouvelles statistiques de base, liées en particulier à la balance des transactions courantes. Ces ajustements expliquent en grande partie la variation très importante de la dynamique actuelle des exportations et des importations de services. Les méthodes de trimestrialisation ont été examinées dans le cadre usuel, mais les modifications nécessaires ont été mineures dans la plupart des cas. Par contre, les méthodes de désaisonnalisation ont été partiellement adaptées.

Rétropolation jusqu'en 1980

La révision de 2017 des CN a entraîné, dans bon nombre de séries trimestrielles et annuelles, des ajustements des taux de croissance et des niveaux entre 1995 et 2017. Le SECO a adapté en conséquence la réropolation des données pour la période 1980 à 1994 afin que les utilisateurs des données des CN de la Suisse puissent continuer de disposer de séries temporelles longues. Pour ce faire, il a principalement suivi la procédure utilisée en 2014 (cf. note 2). Dans un premier temps, il a effectué un calcul rétrospectif des agrégats annuels actuels des CN jusqu'en 1980, en utilisant les chiffres annuels établis dans le cadre de l'ancien système comptable (SEC 1995). Dans un second temps, il a trimestrialisé et désaisonnalisé les chiffres annuels de 1980 à 1994, en se basant, dans la mesure du possible, sur les indicateurs et modèles utilisés depuis 1995. Si des données historiques nouvelles ou révisées étaient disponibles pour les indicateurs, elles ont été intégrées dans la réropolation. Lorsque les indicateurs trimestriels utilisés à partir de 1995 n'étaient pas disponibles, d'autres indicateurs ont été retenus. Dans la plupart des séries chronologiques réropolées, on peut constater une légère modification des niveaux et des taux de croissance.

Renseignements : Ronald Indergand, chef du secteur Conjoncture, Direction de la politique économique, SECO, tél +41 58 460 55 58